

Denis Ducarme devant l'entrée du Parlement à Bruxelles : « La situation est extrêmement préoccupante et dramatique, mais le désastre aurait été plus grand encore si la coalition militaire à laquelle participe la Belgique n'était pas intervenue. »

LA BELGIQUE FACE À L'ETAT ISLAMIQUE

« Nos F16 devront y retourner pour que notre action militaire corresponde à nos convictions: il faut combattre l'Etat islamique. » Président du groupe MR à la chambre des représentants, Denis Ducarme, spécialiste des questions de défense, ne mâche pas ses mots en abordant, pour Paris Match, la question qui taraude l'opinion publique: quand en aura-t-on fini avec Daech et son cortège d'horreurs et de destruction? Car la Belgique, comme la France, reste sous la menace directe des terroristes. A New York, lors de son premier discours

devant l'ONU, Charles Michel, le Premier ministre, a rappelé, au nom du gouvernement belge, la nécessité d'« éradiquer » l'EI et d'assurer la « transition politique » en Syrie. Il a souligné la montée en puissance du terrorisme et lancé à cet égard un appel à donner un nouvel élan à la négociation d'une convention internationale en vue de renforcer la sécurité des citoyens. La Belgique veut en faire partie. L'analyse de Denis Ducarme concernant cette guerre contre Daech n'est pas des plus réjouissantes: elle invite, en effet, à beaucoup de patience.

PHOTO RONALD DERSIN

« LA GUERRE CONTRE L'ETAT ISLAMIQUE DURERA 10 ANS »

MICHEL BOUFFIOUX RENCONTRE DENIS DUCARME

Paris Match. L'horreur ne cesse de croître en Irak et en Syrie : on tue, on viole, on gaze, on rackette, on torture, on se livre au trafic d'êtres humains, au trafic de drogue, on pille les matières premières, on détruit le patrimoine culturel et on vole les œuvres d'art. En Syrie, les populations et l'opposition modérée sont prises en tenaille entre des islamistes complètement allumés et un dictateur sanguinaire. On compte plus de 240 000 morts et 4 millions de réfugiés, Daech et d'autres groupes terroristes prospèrent, Bachar el-Assad est toujours en place. La coalition militaire occidentale à laquelle participe la Belgique a lancé des milliers de frappes aériennes qui n'ont pas changé le cours des choses. Ce constat d'échec n'invite-t-il pas à un changement de stratégie ?

Denis Ducarme. La situation que vous décrivez est extrêmement préoccupante et dramatique, mais le désastre aurait été plus grand encore si la coalition militaire à laquelle participe la Belgique n'était pas intervenue. Sans cet appui aérien et technique aux forces régulières irakiennes, la progression de l'Etat islamique (EI) n'aurait pas été limitée comme elle l'a été. Ces terroristes auraient sans doute déjà envahi l'Arabie saoudite ! Il faut aussi insister sur la perception que l'on a de cette guerre. Elle est accentuée parce que nous la vivons en direct, non plus seulement via la télévision, mais également au travers des réseaux sociaux qui sont largement utilisés, par les « naziislamistes » pour faire la propagande de leurs crimes. On a dénombré pas moins de 25 000 comptes Twitter lié à l'EI. Ce n'est malheureusement pas la première guerre totale de l'histoire de l'humanité, mais c'est la première fois que des faits d'armes et des crimes de guerre connaissent une telle « promotion » réalisée par leurs auteurs. Les crimes les plus odieux sont ici mis en lumière volontairement. On

est dans une démarche qui consiste à afficher cette violence inouïe comme arme de propagande. C'est une guerre de l'information inédite, qui cherche à toucher l'opinion et nos sentiments en profondeur.

Mais les crimes commis sont réels et ils sont réellement inacceptables. Dès lors, des voix se font entendre qui dénoncent un déficit d'intensité dans la réaction des démocraties dans leur lutte contre cette barbarie revendiquée. Jacques Attali déclarait récemment : « Comme dans les années 30, face à la violence, la seule réponse, c'est la violence. (...) Si on a eu une Seconde Guerre mondiale, c'est parce qu'on a procrastiné devant la dictature. Aujourd'hui, on est dans le même état. Il faut que les démocrates réalisent que les barbares ne respectent que la force. » Ne faudrait-il pas une intervention militaire beaucoup plus massive de la « coalition internationale en Irak et en Syrie », à laquelle participe la Belgique ?

Je suis d'accord avec Attali quand il compare la lutte que nous devons mener aujourd'hui à celle qu'il a fallu mener hier contre les totalitarismes fascistes et communistes. Mais justement, ces combats-là, il faut aussi s'en souvenir, ont nécessité des efforts constants pendant des décennies pour aboutir. Cependant, il y a eu des moments d'intensité différents, la Seconde Guerre mondiale, la Guerre

froide... Il en ira de même dans la lutte contre le djihadisme, qui est loin de se limiter à l'EI : cela prendra du temps, des décennies également pour l'éradiquer. Quant au point de vue de l'ancien conseiller de François Mitterrand sur l'exigence de l'utilisation de la force, j'ai envie de lui rétorquer que nous avons bien compris quel adversaire se trouve devant nous et que nous sommes bel et bien entrés en guerre ! La Belgique a engagé six F16 et 120 hommes de septembre 2014 à juin 2015, ce qui représente déjà un budget de près de 35 millions d'euros. La coalition à laquelle nous participons regroupe par ailleurs 60 pays et, je le répète, elle a tout de même réussi à stopper partiellement la progression de Daech.

Fin du combat pour l'armée belge ?

Non, certainement pas. Nos F16 devront y retourner pour que notre action militaire corresponde à nos convictions : il faut combattre l'EI.

Donc, la réponse est suffisante ?

Une guerre de ce type-là ne se gagne pas en deux ou trois ans, c'est cela qu'il faut d'abord intégrer ! La guerre contre l'EI durera au moins dix ans, peut-être plus. Pour les spécialistes des affaires militaires, c'est une évidence. La plupart du temps, il en va ainsi dans les guerres insurrectionnelles. Notre réponse est-elle suffisante ? Non, mais cela s'explique. Ce n'est peut-être pas une considération satisfaisante, mais la réalité veut que les pays d'Europe occidentale ne disposent pas tous de la capacité d'intervenir plus intensément sur ce terrain. S'y ajoute une seconde évidence : les armées qui sont nos alliées sur le plan local ne sont pas totalement opérationnelles, elles reçoivent encore des formations pour améliorer leurs propres capacités de réponse : 25 instructeurs de l'armée belge officient dans ce cadre à Bagdad, au sein d'une cellule de 25 instructeurs issus de la coalition. Le ministre français de la Défense a déclaré

que, pour les forces irakiennes, la mise à niveau prendra deux ou trois ans. Il est sans doute optimiste !

Les Russes ne nous donnent-ils pas un signal fort en annonçant un déploiement de force important et des bombardements intensifs pendant quatre mois ? Question collatérale : faut-il collaborer avec Poutine contre les islamistes, alors qu'il soutient aussi le régime de Bachar el-Assad ?

A ce stade, il faut maintenir le dialogue et trouver au moins un accord minimal avec les Russes. Je dirais même qu'il y a une exigence à leur parler. Ils ont engagé quelques 50 avions dans cette guerre et il est possible qu'ils croisent les forces aériennes des pays occidentaux qui frappent en Syrie, dont celle des Etats-Unis. Cela crée une situation extrêmement dangereuse. D'autant plus que les Russes ont équipé leurs avions de missiles air-air, alors que Daech n'a pas de forces aériennes. Sans ce dialogue minimal, la tension montera encore entre Russes et Occidentaux, et les problèmes que nous avons aujourd'hui pourraient apparaître infimes par rapport à ceux que cette occupation du même espace aérien pourrait provoquer.

Difficile de trouver un accord avec les Russes alors que, dans le même temps, ils persistent à soutenir Bachar el-Assad et que leurs frappes touchent aussi les opposants du dictateur ?

C'est là le terrain de la négociation. Il faut convaincre les Russes de l'impossibilité d'une transition en Syrie avec le maintien à la tête du pays d'un tyran qui a fait plus de victimes dans la population syrienne que Daech. On perçoit aujourd'hui qu'un dialogue constructif pourrait déboucher sur un compromis. En tous cas, un scénario impliquant le maintien de Bachar el-Assad semblerait totalement inacceptable. L'ennemi de notre ennemi, dans ce cas, ne peut être notre ami. Cette impossibilité que le dictateur syrien soit maintenu dans le cadre d'un scénario de sortie de crise a d'ailleurs été confirmée à plusieurs reprises par notre diplomatie et par le chef du gouvernement belge, Charles Michel. Il faut à la Syrie un régime qui assure de la stabilité : continuer à terme avec Bachar el-Assad, ce serait exactement la garantie inverse : ce serait nourrir encore l'islamisme radical dans la région.

Vous avez évoqué une guerre longue, dix ans, peut-être plus. C'est aussi la perspective de dix ans de risque terroriste

accru en Europe occidentale ?

C'est la conséquence de la guerre terroriste que Daech nous a déclaré ici. Les responsables politiques doivent oser dire à la population que le risque zéro n'existe pas, mais aussi que l'intensité de la menace ne sera pas toujours celle que l'on connaît aujourd'hui : il y aura des périodes plus calmes, mais aussi d'autres plus tendues. Toutefois, j'ai le sentiment que les autorités belges font face et qu'il n'y a pas lieu de développer un climat anxieux. Nos services de renseignement et d'intervention ont été renfor-

« IL FAUT TROUVER AU MOINS UN ACCORD MINIMAL AVEC LES RUSSES. JE DIRAIS MÊME QU'IL Y A UNE EXIGENCE À LEUR PARLER »

cés par le gouvernement Michel. Ils ont prouvé leur très grande efficacité, notamment lors de l'opération qui a consisté à prévenir l'action d'une cellule terroriste à Verviers il y a quelques mois. Nous avons aussi pris des mesures pour frapper d'illégalité les départs pour le djihad et lutter contre le radicalisme dans les prisons, et nous avons amélioré le screening des personnes qui rentrent sur le territoire. D'une manière plus large, en Europe, plus de 100 attentats ont été empêchés par un travail de renseignement de qualité. Cette vigilance est clairement de nature à éviter le piège de la peur dans lequel les terroristes voudraient nous voir trébucher : une psychose qui nourrirait ici d'autres extrémismes qui voudraient mettre nos libertés en péril.

Il faut donc intégrer la menace ?

Ne pas la sous-estimer et l'intégrer, oui. C'est-à-dire continuer à vivre normalement, en restant ce que nous sommes. C'est aussi ce que les New-Yorkais ont fait après 2001 et les Lon-

« CE N'EST PAS AVEC DES FRAPPES AÉRIENNES QU'ON GAGNERA CETTE GUERRE »

« Daech dispose d'un budget comparable à celui d'un pays comme le Burundi, soit 3 milliards d'euros », explique Denis Ducarme. « Ces terroristes bénéficient de l'argent de différents trafics, de la spoliation de ressources naturelles comme le pétrole. Il y a aussi des financements issus de personnes riches installées dans des nations qui sont pourtant nos alliées – je pense à certains pays du Golfe. Dans ces conditions, ils disposent de plus d'armes qu'ils n'en ont besoin et ont une capacité d'action comparable à celle d'un Etat. Une erreur majeure serait de les sous-estimer. Ce n'est donc pas avec des frappes aériennes que l'on gagnera cette guerre. Il faudra des troupes au sol. Elles devront venir d'Irak, des pays du Golfe. Si les Occidentaux, pour autant qu'ils en aient les moyens, envoient des forces terrestres dans cette zone, cela renforcerait la propagande de Daech, qui se présenterait comme le fer de lance de la lutte contre les nouveaux croisés. »

doniens après 2005 ; c'est que les Belges arrivent à faire aussi après l'attaque du Musée juif, le premier attentat commis en Europe par un « returnee », puis la découverte de la cellule dormante de Verviers et l'attaque déjouée miraculeusement dans le Thalys. Ne pas nous laisser terroriser par les terroristes, c'est déjà la première des victoires.

Dix ans de guerre, soit dix ans d'exode continu des populations martyrisées ?

Non, il y aura aussi des différences d'intensité dans le flux des réfugiés. Cela dit, rappelons-nous tout de même qu'on accueille énormément moins de réfugiés en Belgique et en Europe que dans certains pays comme le Liban ou la Jordanie, où ils sont regroupés par millions. En Belgique, la situation ne sera pas figée. Par exemple, beaucoup d'Irakiens arrivent aujourd'hui et il faudra

favoriser leur retour quand leur territoire sera à nouveau sécurisé par la coalition internationale.

Certains discours entretiennent la peur en laissant entendre qu'il y aurait des colonnes de terroristes parmi les réfugiés arrivant chez nous...

Ce n'est pas exact. A partir de cas extrêmement minoritaires, lesquels ont tout de même été détectés, certains en arrivent à construire des généralités. Ce discours est aussi faux que celui qui consiste à amalgamer tous les musulmans aux actes et à l'idéologie des islamistes. Les personnes qui obtiennent le statut de réfugié en Belgique sont des victimes de guerre. C'est notre devoir au regard du droit international de les accueillir, même temporairement, et de les distinguer rigoureusement des demandes de migration économique. Mais il faudrait que les autres continents participent à cet effort. A ce stade, seul l'Europe et les pays limitrophes sont au rendez-vous. ■



« Les crimes les plus odieux sont ici mis en lumière volontairement. On est dans une démarche qui consiste à afficher cette violence inouïe comme arme de propagande. »